



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



©FAO/Olivier Asselin

VUE D'ENSEMBLE DU PROGRAMME CADRE DE LA FAO

**SOUTENIR LES
INVESTISSEMENTS RESPONSABLES
DANS L'AGRICULTURE ET
LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES**

RÉPONDRE À UN BESOIN URGENT: AUGMENTER LA QUALITÉ ET LA QUANTITÉ DES INVESTISSEMENTS

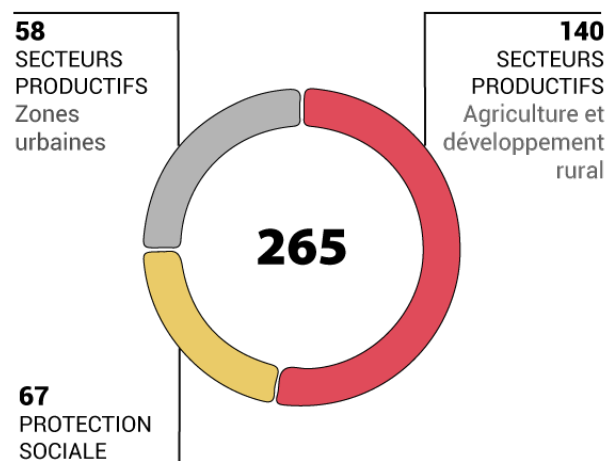
Des défis pressants à relever

L'éradication de la faim et de la pauvreté compte parmi les défis les plus pressants de notre époque. Cette priorité est reconnue dans les deux premiers objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU. Puisque la plupart des pauvres et des victimes de l'insécurité alimentaire vivent dans les zones rurales des pays en développement¹, l'agriculture et le développement rural constituent la clé de voûte de la réalisation de ces objectifs. Malheureusement, le secteur agricole est caractérisé par un sous-investissement chronique, comme en témoignent les parts marginales de l'agriculture dans les dépenses publiques (moins de dix pour cent), l'aide publique au développement (5,5 pour cent), les crédits commerciaux (5 pour cent) et l'investissement direct à l'étranger (3 pour cent)².

La réalisation des deux premiers ODD d'ici 2030 nécessite une augmentation considérable des flux de capitaux dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Afin de réaliser ces objectifs³, il faudrait en effet investir 265 milliards de dollars supplémentaires par an, dont la majorité – 140 milliards de dollars – devrait être consacrée à l'agriculture et au développement rural. Atteindre ces niveaux nécessitera une augmentation des investissements publics et privés, nationaux et étrangers, ainsi que ceux des paysans, et notamment des petits producteurs⁴, qui sont les principaux investisseurs dans l'agriculture.

Cependant, tous les types d'investissement ne se valent pas, et certains peuvent comporter des risques significatifs pour tous les acteurs impliqués⁵. Par exemple, les grands investissements à emprise foncière, nationaux ou étrangers⁶, effectués sans vérification préalable rigoureuse et sans consultation de bonne foi auprès de toutes les parties prenantes, peuvent infliger des souffrances aux communautés rurales et mener à la perte de leurs terres et moyens de subsistance, et ne sont pas susceptibles de générer des bénéfices pour les investisseurs. Il faut donc promouvoir une augmentation d'investissements responsables qui répondent aux besoins des communautés, des paysans, des investisseurs et de l'environnement au sens large.

MONTANT TOTAL DES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ANNUELS REQUIS POUR ÉRADICHER LA FAIM ET LA PAUVRETÉ D'ICI 2030 (EN MILLIARDS D'USD)



1 Karlsson. 2015. Défis et opportunités de l'investissement étranger dans l'agriculture des pays en développement pour le développement durable. Document de travail de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base, No. 48.

2 FAOSTAT, 2016; <http://www.fao.org/economic/ess/ess-economic/credit>; et Fiedler & lafrate. 2016. Trends in Foreign Direct Investment in Food, Beverages and Tobacco. FAO Commodity and Trade Policy Research Working Paper, No. 50. Les données concernent la période 2009-14, à l'exception de crédits commerciaux (2009-13). Les pourcentages reflètent des valeurs approximatives.

3 FAO, FIDA et PAM. 2016. Objectif Faim Zéro : le rôle crucial des investissements dans la protection sociale et l'agriculture. Rome, FAO. <http://www.fao.org/3/a-i4951f.pdf>

4 Dans ce document, étant donné notamment qu'il n'existe aucune définition reconnue du terme «petits exploitants», le terme «petits producteurs» sera utilisé. Ce terme inclut les petits exploitants, les exploitants pratiquant l'agriculture familiale, les artisans pêcheurs, les peuples autochtones, les éleveurs pastoraux, les sylviculteurs, et autres. La FAO, le FIDA et la Banque mondiale élaborent actuellement des propositions visant à établir une définition reconnue de «petits producteurs» dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

5 Liu. 2015. Impacts des investissements étrangers dans l'agriculture des pays en développement : résultats d'études de cas. Document de travail de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base, No. 47. <http://www.fao.org/3/a-i3900f.pdf>

6 Bien que beaucoup d'attention ait été accordée aux acquisitions des terres à grande échelle effectuées par des investisseurs étrangers, des recherches ont montré que les investissements nationaux peuvent également contribuer à une augmentation des acquisitions des terres.

Un programme relevant ces défis

Augmenter les investissements agricoles responsables est une tâche complexe et multidimensionnelle. Actuellement, des limitations en matière de connaissances, de gouvernance, de capacités et de disponibilité d'informations font obstacle à l'investissement responsable. Tous les acteurs concernés – les gouvernements, le secteur privé, les petits producteurs, les communautés rurales et les organisations de la société civile – devront être impliqués dans les efforts visant à surmonter ces obstacles.

La FAO a développé un programme cadre répondant aux besoins spécifiques de tous ces acteurs afin de relever ces défis. Ce programme soutiendra les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, y compris à travers l'application des instruments directeurs tels que les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CSA-RAI).

Développés suivant un processus multi-acteurs inclusif au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), ces principes constituent l'instrument directeur international le plus exhaustif en la matière. Le programme cadre sera stratégiquement imbriqué avec les programmes de mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (DVGR) et du Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables, afin d'augmenter l'efficacité du programme cadre et de favoriser l'utilisation de différents instruments. En appliquant les CSA-RAI, ce programme est aligné avec, et contribue à la réalisation du Programme 2030⁷.

⁷ FAO (à paraître). Responsible investments in agriculture and food systems: Applying guidance instruments to achieve the Sustainable Development Goals.



LE DÉVELOPPEMENT DU PROGRAMME CADRE: UNE APPROCHE NOVATRICE

Le programme cadre a été développé suivant une approche originale et novatrice. Le programme est basé, d'une part, sur les résultats d'un processus d'évaluation des capacités multi-acteurs inclusif et approfondi, et d'autre part, sur l'expertise et l'expérience de longue durée de la FAO.

Un processus inclusif garant d'un programme axé sur les besoins

Reconnaissant que la promotion de l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, y compris dans la pêche, la foresterie et l'élevage, *relève de la responsabilité collective de toutes les parties prenantes*⁸, la FAO a organisé huit événements d'évaluation des capacités entre 2015 et 2016. Ces événements, qui avaient pour objectif d'identifier les acteurs clés, leurs besoins et leurs priorités, ont réuni des représentants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile.

Qui sont les parties prenantes clés ?

Lors de ces événements, trois groupes principaux ont été identifiés pour ce programme – les responsables politiques, les fonctionnaires et les parlementaires; les petits producteurs et leurs organisations; et le secteur privé.

Les responsables politiques, les fonctionnaires et les parlementaires travaillant dans les domaines concernés doivent comprendre les enjeux et jouer un rôle clé dans les efforts visant à augmenter les investissements agricoles responsables. Ceci inclut l'amélioration des réglementations et politiques publiques afin d'assurer que les investissements bénéficient aux communautés et contribuent à la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau national.

En tant qu'investisseurs majeurs dans le secteur agricole et principaux contributeurs à la sécurité alimentaire et la nutrition, les petits producteurs et leurs organisations, y compris les organisations de la société civile et les coopératives, constituent le deuxième groupe clé. L'investissement responsable comprend des investissements prioritaires pour, par et avec les petits producteurs et acteurs de la transformation, parmi lesquels les éleveurs pastoraux, les artisans, les pêcheurs, les communautés fortement tributaires des forêts, les peuples autochtones et les travailleurs agricoles⁹. Il est alors primordial de renforcer et de sécuriser leur capacité à investir et à bénéficier des investissements.

⁸ Comité de la sécurité alimentaire mondiale. 2014. Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Rome, FAO, FIDA, PAM, § 31.

⁹ Ibid, § 4.



Les entreprises et investisseurs privés, nationaux et étrangers, jouent un rôle important dans les filières agricoles et sont indispensables pour fournir des capitaux supplémentaires. L'investissement privé peut produire des bénéfices considérables tels qu'une amélioration de la productivité, une augmentation de la disponibilité alimentaire, la création d'emplois, une réduction de la pauvreté, des transferts technologiques, ainsi qu'une amélioration de l'accès aux capitaux et aux marchés pour les petits producteurs. Le secteur privé constitue le troisième groupe clé pour le programme cadre.

Quelles sont les priorités ?

Lors des événements d'évaluation des capacités, chaque groupe d'acteurs a identifié les capacités existantes et requises pour soutenir l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Alors que certains besoins sont spécifiques à un groupe d'acteurs en particulier, d'autres ont été exprimés par des groupes d'acteurs différents. De manière générale, les besoins des acteurs peuvent être classifiés dans trois catégories différentes: sensibilisation et action de plaidoyer; renforcement des capacités; et suivi et évaluation (voir le tableau ci-dessous).

	GOUVERNEMENTS	PETITS PRODUCTEURS & ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	SECTEUR PRIVÉ
SENSIBILISATION & ACTION DE PLAIDOYER	<ul style="list-style-type: none"> ■ rôle des pays «porte-flambeau»; sensibilisation, connaissance et capacités de ces pays par rapport aux CSA-RAI; 	<ul style="list-style-type: none"> ■ sensibilisation à l'investissement agricole responsable; 	<ul style="list-style-type: none"> ■ sensibilisation aux CSA-RAI; ■ partage des cas exemplaires de réussite;
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	<ul style="list-style-type: none"> ■ mise en place d'une organisation institutionnelle contribuant à la coopération interministérielle en vue d'un soutien aux investissements agricoles responsables; ■ participation des acteurs non-étatiques dans le processus de prise de décision; ■ mise en œuvre effective des politiques publiques, guides et lois existants en rapport avec les CSA-RAI; ■ processus pour la présélection, l'analyse détaillée et la négociation des projets d'investissement; ■ outils et ressources; 	<ul style="list-style-type: none"> ■ renforcement des capacités des petits producteurs et de leurs organisations; ■ des mécanismes participatifs et inclusifs permettant la participation des petits producteurs et des OSC dans les prises de décision relatives à l'investissement agricole; 	<ul style="list-style-type: none"> ■ amélioration des processus opérationnels; ■ utilisation des CSA-RAI pour améliorer le modèle d'entreprise; ■ animation des entreprises «porte-flambeau» des CSA-RAI; ■ soutien aux investisseurs dans l'évaluation et la priorisation; ■ développement des outils et plateformes;
SUIVI & ÉVALUATION	<ul style="list-style-type: none"> ■ suivi et évaluation des investissements; 	<ul style="list-style-type: none"> ■ données; ■ suivi des informations; 	<ul style="list-style-type: none"> ■ liste de contrôle pour une évaluation ex ante et ex post des investissements ainsi que pour un suivi continu;

L'expertise de la FAO: une clé de voûte pour le développement et la mise en œuvre du programme cadre

Le programme cadre est également basé sur l'expertise de longue date et les recherches de la FAO dans le domaine des investissements agricoles. La FAO a cinquante ans d'expérience et des connaissances techniques mondialement reconnues sur l'investissement agricole public et privé, national et étranger, ainsi que sur les données statistiques. Par ailleurs, la FAO fut l'une des premières organisations travaillant spécifiquement sur les investissements agricoles responsables, leurs implications socio-économiques et impacts potentiels sur les droits de l'homme (voir l'encadré ci-dessous)¹⁰.

La FAO est un partenaire solide des acteurs étatiques et non-étatiques. L'Organisation fournit une assistance technique et un soutien axé sur le renforcement des capacités, fait des plaidoyers d'action et s'engage dans des partenariats durables. Par exemple, la FAO soutient des parlementaires, œuvrant notamment en faveur du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire,

en renforçant la coopération avec le Front parlementaire contre la faim (FPF) en Amérique latine et aux Caraïbes, avec l'Alliance parlementaire panafricaine pour la sécurité alimentaire et la nutrition et avec l'Alliance parlementaire européenne «Lutte contre la faim». La mise en œuvre du programme cadre bénéficiera en outre de l'expertise solide de la FAO relatif au soutien au développement et à l'application des stratégies et cadres d'investissement, tels que les Plans nationaux d'investissement agricole.

Enfin, ce programme cadre tient compte des enseignements tirés du processus de conception et de la phase initiale réussie du programme de mise en œuvre des DVGR. Les DVGR et les CSA-RAI sont des produits du CSA, et le soutien à la mise en œuvre a été confié à la FAO. Dans les deux cas, la FAO a développé un programme cadre qui esquisse les grandes lignes des produits, qui sert par la suite au développement de documents de projet subsidiaires contenant des informations sur les activités spécifiques à définir en collaboration avec les partenaires fournisseurs de ressources.

CINQ CONCLUSIONS ESSENTIELLES DES RECHERCHES DE LA FAO SUR L'INVESTISSEMENT AGRICOLE RESPONSABLE

- **Les paysans**, qui sont pour la plupart des petits producteurs familiaux, sont les principaux investisseurs dans l'agriculture des pays en développement. Il est primordial que leur capacité d'investir et de bénéficier des investissements soit renforcée¹¹.
- **Les modèles d'entreprise inclusifs** sont plus à même d'être bénéfiques pour les communautés locales que les grands investissements à emprise foncière, qui comportent des risques pour tous les acteurs impliqués, notamment lorsque les droits fonciers locaux ne sont pas clairement définis et que la gouvernance est faible¹².
- **Le cadre juridique et institutionnel** dans le pays hôte, les **modalités du contrat** d'investissement et les **conditions sociales et économiques** dans la zone de l'investissement constituent des déterminants importants de l'investissement¹³.
- L'investissement agricole **peut produire des effets sexospécifiques**. Il est important de permettre aux femmes et aux hommes de bénéficier pareillement des investissements et des filières agricoles¹⁴.
- L'organisation de **consultations de bonne foi** avec les communautés tend à contribuer au succès financier des investissements¹⁵.

10 Cf. la bibliothèque virtuelle contenant les publications pertinentes de la FAO et du Groupe de travail inter-agence:

<http://www.fao.org/economic/est/publications/investments>

11 FAO. 2012. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012. Rome, FAO. <http://www.fao.org/publications/sofa/2012/fr/>

12 Liu. 2015. Op.cit.

13 Ibid.

14 Cf. FAO. 2013. The Gender and Equity Implications of Land Related Investments on Land Access and Labour and Income-Generating Opportunities: A Case Study of Selected Agricultural Investments in Lao PDR. Rome, FAO; FAO. 2016. Enabling women to benefit more equally from agrifood value chains.

15 FAO. 2013. Trends and Impacts of Foreign Investment in Developing Country Agriculture: Evidence from Case Studies. Rome, FAO; UNCTAD & World Bank. 2014. The Practice of Responsible Investment Principles in Larger-Scale Agricultural Investments. Geneva, UNCTAD.

LE PROGRAMME CADRE : UNE LISTE EXHAUSTIVE DES ACTIVITÉS PRÉVUES

Basé sur les résultats des huit événements d'évaluation des capacités ainsi que sur sa vaste expertise, la FAO a développé un programme cadre exhaustif contenant des activités qui seront mises en œuvre suite à l'identification et l'obtention de ressources externes.

La mise en œuvre de ce programme devrait mener à une augmentation des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires dans les pays membres de la FAO, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable. La FAO centrera son soutien initial sur des «pays porte-flambeau» sélectionnés, et en élargira l'étendue au fur et à mesure que le programme se développera et que des ressources externes seront mobilisées.

L'objectif global du programme sera atteint à travers trois produits clairement distincts mais liés entre eux, qui mèneront à:

1. une sensibilisation renforcée et une coopération améliorée entre parties prenantes en faveur de l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires;
2. un environnement favorable, et des capacités renforcées pour augmenter des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires par et pour toutes les parties prenantes; et
3. une amélioration du suivi et de l'évaluation des tendances et impacts des investissements dans l'agriculture et les systèmes.

1. Sensibilisation et promotion de la coopération

Dans le cadre de ce premier produit, la FAO prévoit de sensibiliser les parties prenantes et renforcer la coopération entre elles afin de soutenir les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, notamment à travers:

- l'organisation d'événements multi-acteurs à l'échelle globale et régionale visant à:
 - sensibiliser les parties prenantes à l'investissement responsable, les CSA-RAI, le Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables et les DVGR; et
 - promouvoir le dialogue multi-acteurs et la coopération;
- le développement de documents d'information et de plaidoyer d'action; et
- le développement et la gestion d'une plateforme de connaissances globales en ligne;

Travaillant avec des groupes d'acteurs spécifiques, la FAO prévoit de:

- collaborer avec les partenaires et organisations de développement pour promouvoir des approches cohérentes quant à l'intégration des CSA-RAI dans les activités opérationnelles;
- contribuer au développement et au renforcement des agendas de recherche et des programmes d'enseignement universitaire portant sur l'investissement responsable, y compris à travers le parrainage de bourses; et
- promouvoir l'utilisation d'instruments directeurs tels que le Guide OCDE-FAO ou les CSA-RAI dans le secteur privé, travaillant en partenariat avec des entreprises et fonds d'investissement engagés.



2. Œuvrer en faveur d'un environnement favorable à l'investissement agricole

La FAO prévoit de fournir un soutien aux acteurs à l'échelle nationale qui soit aligné avec la Stratégie de l'Organisation en matière de renforcement des capacités afin d'aborder les trois dimensions du renforcement des capacités – l'environnement favorable, ainsi que les dimensions organisationnelles et individuelles. Le programme mènera à :

- un environnement favorable aux investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, comprenant à la fois le cadre institutionnel, et la disponibilité et mise en œuvre de politiques publiques et de réglementations pertinentes;
- des organisations performantes disposant de systèmes et de processus de gestion d'investissements efficaces, y compris pour la présélection, l'analyse, la négociation, le suivi et l'évaluation; et
- des individus capables et performants disposant des connaissances et outils requis pour appliquer les principes d'investissement responsable dans le cadre de leur travail.

Soutenant l'établissement d'un environnement favorable, la FAO prévoit de :

- travailler avec les gouvernements afin d'œuvrer au développement ou l'amélioration de cadres institutionnels nationaux inclusifs favorisant l'investissement responsable et la participation de tous les acteurs concernés; et
- faciliter les dialogues multi-acteurs inclusifs visant à identifier, réviser, développer et mettre en œuvre des politiques publiques, cadres incitatifs et juridiques qui promeuvent l'investissement responsable aux niveaux national et régional.

Renforçant la capacité des organisations et des individus, la FAO prévoit de soutenir :

- les gouvernements :
 - dans la mise en œuvre des politiques publiques relatives à l'investissement, et notamment celles liées à l'évaluation, l'identification et la communication des priorités d'investissement; et
 - dans l'amélioration des processus de sélection, analyse, négociation, gestion, suivi et évaluation des investissements;
- les petits producteurs, les organisations de la société civile et les institutions de recherche pour qu'ils puissent participer activement aux discussions politiques portant sur l'investissement agricole ainsi qu'aux processus d'investissement;
- les petits producteurs, leurs associations et coopératives dans leurs efforts de s'autonomiser en tant qu'acteurs économiques et pour renforcer leur capacité d'investir de manière responsable, notamment grâce à :
 - un soutien visant à augmenter l'accès aux financements;
 - le développement des organisations et des programmes d'enseignement; et
 - le développement d'outils pédagogiques;
- les entreprises privées et les sociétés financières à investir de manière responsable et à utiliser des instruments directeurs internationaux tels que les CSA-RAI ou le Guide OCDE-FAO, y compris par :
 - des échanges de connaissances dans les «groupes d'entreprises porte-flambeau»;
 - l'organisation de discussions politiques; et
 - le développement d'outils pédagogiques et pratiques.





3. Améliorer le suivi des tendances et impacts des investissements

La FAO prévoit de soutenir la récolte et l'analyse des données à l'échelle nationale afin d'améliorer le suivi des tendances d'investissement :

- en aidant les acteurs nationaux à collecter, produire, classifier, valider et gérer les données sur l'investissement national et étranger (les crédits alloués à l'agriculture, les investissements des petits producteurs et ceux provenant de l'étranger), par le développement et l'utilisation pilote:
 - de méthodologies et technologies rentables et novatrices; et
 - d'une définition valable et reconnue de «l'investissement des petits exploitants»;
- en coopérant avec des pays membres du G20¹⁰ et d'autres pays ainsi que des organisations partenaires afin de recueillir, analyser et disséminer des données sur les flux d'investissement direct à l'étranger dans le secteur agricole, et notamment ceux ciblant les pays en développement à faible revenu.

La FAO prévoit d'appuyer l'élaboration et l'utilisation d'un cadre d'analyse ex-ante et ex-post, ainsi qu'un suivi continu des impacts économiques, sociaux et environnementaux des projets d'investissements agricoles basé sur les CSA-RAI. La FAO souhaite notamment:

- soutenir un processus de développement inclusif et multi-acteurs constitué de consultations en ligne et de groupes de travail consultatifs;
- aider les parties prenantes dans des pays pilotes à utiliser ce cadre en:
 - promouvant un dialogue inclusif au niveau national pour adapter le cadre au contexte spécifique national; et
 - soutenant la mise en place d'un système de suivi multi-acteurs des investissements agricoles.

16 Cette activité a été conçue en réponse à une demande du G20, cf. G20. 2015. 2015 Implementation Plan of the G20 Food Security and Nutrition Framework.

COMMENT NOUS Y PARVIENDRONS: LA STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

Ce programme vise à soutenir toutes les parties prenantes importantes de manière durable dans leurs efforts d'augmenter les investissements agricoles responsables. Le programme devrait durer quatre ans et sera mis en œuvre par la FAO et ses partenaires. La réussite du programme dépendra d'une implication efficace et significative des parties prenantes. Afin d'atteindre cet objectif, le programme cadre s'appuie sur la *Stratégie de l'Organisation en matière de renforcement des capacités*, la *Stratégie de la FAO en matière de partenariats avec les organisations de la société civile* et la *Stratégie de la FAO en matière de partenariats avec le secteur privé*. Ayant été conçu suivant un processus consultatif inclusif, la méthodologie de l'ensemble du programme est centrée sur une approche multi-acteurs – de sa conception à sa mise en œuvre.

Afin de produire des effets durables avec des ressources limitées, la programme cadre suit une «approche progressive». La FAO focalisera ses efforts initiaux sur un nombre limité de pays «porte-flambeau» caractérisés par des contextes différents, y compris certains ayant une probabilité élevée de produire des résultats positifs dans un laps de temps raisonnable, et qui pourront servir d'inspiration à d'autres pays. Les pays porte-flambeau seront sélectionnés en fonction de la demande. Les activités aux niveaux régional et national seront coordonnées par les points focaux de la FAO dans les bureaux décentralisés. Au fur et à mesure que le programme se développera et que des ressources externes seront mobilisées, l'étendue géographique et le nombre d'acteurs participant au programme seront élargis. La priorisation initiale n'exclura donc aucun pays ou acteur intéressé *per se*. Les enseignements tirés du travail effectué dans les premiers pays porte-flambeau serviront de base pour la conception d'autres programmes de renforcement des capacités ciblant de nouveaux participants, garantissant ainsi une amélioration constante du programme. La FAO contribuera ainsi de manière durable à une augmentation des investissements agricoles responsables.

Le programme cadre sera stratégiquement imbriqué avec les processus de mise en œuvre des DVGR et du Guide OCDE-FAO. Des activités à l'échelle nationale telles que la sensibilisation et le soutien à la mise en place des plateformes multi-acteurs seront effectuées en partenariat avec le programme de mise en œuvre des DVGR dans la mesure du possible. Les activités ciblant le secteur privé seront menées en partenariat avec le programme de mise en œuvre du Guide OCDE-FAO.

L'implication d'organisations partenaires a été fondamentale pour le développement du programme, et les partenariats resteront fondamentaux pour la mise en œuvre de celui-ci. L'identification de partenaires et l'attribution de tâches spécifiques dépendront du développement d'activités concrètes à mettre en œuvre à l'échelle nationale avec les partenaires fournisseurs de ressources.

L'implication d'organisations partenaires a été fondamentale pour le développement du programme, et les partenariats resteront fondamentaux pour la mise en œuvre de celui-ci. L'identification de partenaires et l'attribution de tâches spécifiques dépendront du développement d'activités concrètes à mettre en œuvre à l'échelle nationale avec les partenaires fournisseurs de ressources.

LES PROCHAINES ÉTAPES

La FAO suivra une approche duale pour mettre en œuvre le programme cadre. D'une part, l'Organisation promouvra l'investissement responsable par le biais d'activités concrètes et réalisables dans le cadre de ses capacités budgétaires. La FAO développera notamment deux nouveaux documents de plaidoyer d'action, un inventaire de documents et supports de renforcement des capacités pertinents pour le programme cadre, et organisera un événement de sensibilisation et de dialogue multi-acteurs avec le FIDA, la CNUCED et la Banque mondiale au Sénégal en 2017. D'autre part, la FAO travaillera davantage sur l'opérationnalisation et la mise en œuvre du programme cadre suivant des discussions avec les partenaires fournisseurs de ressources. La FAO a notamment développé une matrice contenant des informations sur des activités concrètes qui pourraient être mises en œuvre en 2017.

La FAO a déjà pris et continuera de prendre d'importants engagements en matière de ressources financières et humaines pour promouvoir l'investissement agricole responsable. Des ressources extrabudgétaires seront nécessaires pour assurer le succès du programme et atteindre le plus de parties prenantes possibles dans un grand nombre de pays.



